



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires du Haut-Rhin**

SERVICE CONNAISSANCE AMÉNAGEMENT ET URBANISME

BUREAU URBANISME ET PLANIFICATION TERRITORIALE

Affaire suivie par : Polina SUBKHANKULOVA

Tél. : 03 89 24 81 59

polina.subkhankulova@haut-rhin.gouv.fr

Colmar, le - 5 AVR. 2023

Le directeur départemental des  
territoires du Haut-Rhin

à

Monsieur le Maire  
44, Grand'Rue  
B.P. 41  
68180 HORBOURG-WIHR

Objet : Révision du PLU – Porter à connaissance

P.J. : 1 dossier (volet départemental + volet communal) et un tableau général des SUP

Monsieur le Maire,

Le conseil municipal compétent a prescrit, par délibération du 06/07/2021, la révision de son plan local d'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article R.132-1 du code de l'urbanisme, le préfet porte à la connaissance de la collectivité les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences en matière d'urbanisme. Il fournit également les études techniques dont dispose l'État en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Vous trouverez donc ci-joint le dossier « Porter à connaissance » se rapportant aux éléments intéressant l'ensemble du territoire de la collectivité. Concernant les servitudes d'utilité publique (SUP), la DDT ne produit désormais plus de plans pour les collectivités. Vous trouverez cependant, en pièce jointe, le tableau général des SUP qui s'appliquent dans le département. Il vous appartient de consulter le géoportail de l'urbanisme et les gestionnaires afin de connaître la situation sur votre territoire.

L'attention de la collectivité est appelée sur le cadre d'application de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. Celle-ci prévoit que les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) seront modifiés afin de fixer la trajectoire vers l'absence d'artificialisation nette des sols pour entrer en vigueur au plus tard le 24 février 2024. Les documents de planification devront évoluer à leur tour afin d'intégrer les objectifs territorialisés de limitation de la consommation d'espace, avec une échéance au 22 août 2026 pour les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et au 22 août 2027 pour les

plans locaux d'urbanisme (intercommunaux) (PLU(ii)).

Selon les dispositions de l'article L.132-10 du code de l'urbanisme, l'association des services de l'État s'effectue librement au cours de la procédure de révision du PLU à l'initiative du Maire ou du préfet. La collectivité compétente peut également recueillir, conformément à l'article R.132-5 du même code, l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements.

Pour ma part, je sollicite l'organisation, par la mairie, de réunions de travail avant l'arrêt du projet de PLU, en adressant des convocations au sous-préfet et au directeur départemental des territoires impérativement 30 jours avant les réunions, accompagnées d'un ordre du jour et des documents de travail correspondants.

Concernant la consultation de l'État sur le projet de PLU arrêté, vous voudrez bien transmettre :

- à la sous-préfecture de Mulhouse : 1 dossier papier du projet de PLU arrêté accompagné de la lettre de saisine ;
- à la DDT : 1 version numérique (courriel ou clé USB) du projet de PLU arrêté et 1 version SIG accompagné d'une copie de la lettre de saisine adressée à la sous-préfecture ;

L'avis de l'État vous sera communiqué, conformément à l'article R.153-4 du code de l'urbanisme, au plus tard 3 mois après transmission du projet de PLU.

Le projet de PLU est également soumis à évaluation environnementale. Une lettre de saisine spécifique sera adressée au président de la mission régionale d'autorité environnementale accompagnée d'un dossier papier et d'un dossier numérique :

Président de la MRAE

DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale

14 rue du Bataillon de Marche n°24

BP 81005/F

67070 STRASBOURG Cedex

Enfin, dans les cas fixés par le code de l'urbanisme, il y a lieu de soumettre le projet de PLU au président de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers à la DDT du Haut-Rhin, (SADR cité administrative bâtiment K à Colmar), accompagné d'une version numérique (courriel ou clé USB) et d'une version SIG.

Veuillez agréer, monsieur le maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental des territoires  
du Haut-Rhin,

**Arnaud REVEL**